



Doc. 14364
28 juin 2017

Les conséquences du Brexit pour les migrations

Proposition de résolution

déposée par M. Killion MUNYAMA et d'autres membres de l'Assemblée

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

La décision des électeurs britanniques du 23 juin 2016 de quitter l'Union européenne a suscité de vives inquiétudes parmi les migrants au Royaume-Uni, en particulier les sans-papiers, et parmi les 3,6 millions de ressortissants de pays de l'Union européenne. Les conséquences du Brexit auront aussi des incidences sur la situation des 1,2 millions de Britanniques qui vivent et travaillent dans un pays de l'Union européenne.

Ces inquiétudes touchent avant tout au droit au travail pour les migrants vivant au Royaume-Uni et les Britanniques vivant dans les pays de l'Union européenne, ainsi que leur droit de séjour, le droit au regroupement familial, le droit à la sécurité sociale et aux soins de santé et le droit de pension.

Le Gouvernement britannique est fermement décidé à réduire l'immigration, ce qui ciblera très probablement les immigrés économiques moyennement et peu qualifiés. On constate également que les autorités britanniques refusent de plus en plus souvent les permis de séjour et les naturalisations pour les étrangers non européens pour des raisons bureaucratiques.

Les questions liées aux migrations sont prioritaires lors des négociations actuelles sur les termes des relations futures entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. L'Assemblée parlementaire devrait, par conséquent, appeler le Gouvernement britannique et l'Union européenne et ses États membres à veiller à ce que les droits fondamentaux des migrants soient respectés dans toutes les décisions émanant des négociations post-Brexit, en accord avec la Convention européenne des droits de l'homme, et que la situation des migrants ne soit pas utilisée comme monnaie d'échange.

Signé (voir au verso)



Signé¹:

MUNYAMA Killian, Pologne, PPE/DC
ARIEV Volodymyr, Ukraine, PPE/DC
CHRISTODOULOPOULOU Anastasia, Grèce, GUE
CILEVIČS Boriss, Lettonie, SOC
EROTOKRITOU Christiana, Chypre, SOC
FRIDEZ Pierre-Alain, Suisse, SOC
GENTVILAS Simonas, Lituanie, ADLE
HAJDUKOVIĆ Domagoj, Croatie, SOC
HUOVINEN Susanna, Finlande, SOC
IONOVA Mariia, Ukraine, PPE/DC
JOHNSEN Kristin Ørmen, Norvège, PPE/DC
LOGVYNSKYI Georgii, Ukraine, PPE/DC
MÍROĞLU Orhan, Turquie, CE
OBREMSKI Jarosław, Pologne, CE
POLIAČIK Martin, République slovaque, ADLE
PSYCHOGIOS Georgios, Grèce, GUE
RIGONI Andrea, Italie, ADLE
SOBOLEV Serhiy, Ukraine, PPE/DC
STRIK Tineke, Pays-Bas, SOC
YAŞAR Serap, Turquie, CE

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
CE: Groupe des conservateurs européens
GUE: Groupe pour la gauche unitaire européenne
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe socialiste